

Covid-19 : l'État haïtien perd totalement le contrôle de la frontière haïtiano-dominicaine



Alors que la frontière, les ports et aéroports haïtiens sont déclarés officiellement fermés depuis la déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur le territoire national, les migrants haïtiens en difficulté en la République Dominicaine continuent de traverser la frontière sans aucune contrainte.

Dialogue inclusif : la communauté internationale s'y accroche, l'opposition ne s'en soucie guère

Alors que l'opposition est en train de tirer la ficelle et tenir tête à l'exécutif qui ne rêve que de la réalisation imminente des élections en Haïti, l'Union européenne (UE) vient tout juste de placer son mot. Un climat sécuritaire et la reprise des pourparlers entre les forces vives du pays sont préconisés afin que des élections libres, honnêtes et démocratiques puissent se réaliser dans le pays, exige l'UE.

Économie



Un nouveau budget pour le reste de l'exercice fiscal 2019-2020

Société



Journée mondiale de l'environnement: Col-Vert invite les haïtiens à agir pour la sauvegarde de la Biodiversité

International



L'OMS recommande les masques en cas de « transmission généralisée » et si pas de distance physique possible

+ (509) 38 86 30 30

lequotidiennews24@gmail.com

Nèt Lakay
NOUVO sèvis entènèt sou mache a ki pèmèt ou rete konekte nèt ale

Nèt Lakay 20
20 Mbps / 4 Mbps
\$149

Digicel



Carl Daniel Jean Louis
GRAPHIC DESIGNER



APPELEZ MAINTENANT + (509) 4 811 93 34

PREVANSYON KONT KOVID-19



LAVE MEN NOU
AK DLO AK SAVON



TOUJOU METE
MASK LE NOU SOTI



EVITE KONTAK
AK MOUN

Covid-19 : l'État haïtien perd totalement le contrôle de la frontière haïtiano-dominicaine



Alors que la frontière, les ports et aéroports haïtiens sont déclarés officiellement fermés depuis la déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur le territoire national, les migrants haïtiens en difficulté en la République Dominicaine continuent de traverser la frontière sans aucune contrainte. Pour seulement le mois de mai, le groupe d'appui aux rapatriés et aux réfugiés (GARR) a recensé environ 25156 retournés volontaires dans le pays.

En proie à la fureur de la pandémie hors de nos frontières, les haïtiens continuent de regagner leur terre natale de façon massive. En violation des interdictions du gouvernement haïtien, les retournés volontaires utilisent les trois points frontaliers officiels et plusieurs d'au-

tres non officiels pour traverser la frontière, selon Géralda Saint-vil. Profitant de la faiblesse de l'État, ils intègrent leurs communautés sans s'imposer de quarantaine ni se faire dépister de la Covid-19.

Depuis le mois de mars, le GARR n'arrête pas d'attirer l'attention des autorités en place sur ce va-et-vient qui se fait au niveau de la frontière. Malgré, l'ampleur de la maladie de l'autre bord de l'île, l'État haïtien garde le silence. Les gens continuent de fouler le sol sans craindre de tomber sous les sanctions de la loi.

À travers son monitoring au niveau des trois points officiels de la frontière, le GARR dit recenser seulement pour le mois de mai, 20282

Administration

Directeur général

- Spenser Jhony Francois

Directeur adjoint

- Bénito Clermont

Administratrice

- Firmanthe Vermont

Conseiller Spécial

- Gervely Teneus

Rédaction

Rédacteur en Chef

- Michelin Étienne

Secrétaire Rédaction

- Kenley Nocholas

Rédacteurs

- Sherlande Michel

- Wedson Fortil

Graphiste

- Carl Daniel Jean Louis

Photographe

- Sauveur Loute

Contributeurs

Don Waty Bartélémy, Économiste

Orly Dubois, Étudiant en agronomie à l'Université Quisqueya

Frantz Azemar, Juriste

Midson Jean Batard

Graduado en la Universidad Tecnológica de Santiago (UTESA) CUM

LAUDE Licenciado en Administración

de empresas. MBA. Histoire, Mémoire et Patrimoine | Université d'État

d'Haïti (UEH) / Université Laval du Québec, Master DYCLAM+ en

Patrimoine | Université Jean Monnet de Saint Etienne et l'Institut

Politécnico de Tomar au Portugal

retournés volontaires contre 4874 issus de sept autres points non officiels. Parmi ces migrants, il dénombre 16091 hommes, 7896 femmes, 522 enfants de sexe féminin et 657 de sexe masculin. Ces gens en difficultés ont dû payer chère leur voyage pour retourner aux bercails.

« Selon leur témoignage, ils confient avoir décaissé entre 2000 à 6000 pesos pour le voyage. D'autres venant des zones les plus reculées de la frontière payent jusqu'à 150 à 200 dollars américains pour ensuite se faire exploiter par des dominicains ou des haïtiens du taxi moto », a précisé Mme Saint-Vil soutenant qu'ils sont pour la plupart venus en minibus, taxi et voitures de militaires.

Plus loin, la responsable de communication du GARR déplore les abus qu'ils sont l'objet. « Généralement, ils sont abandonnés de l'autre

bord de la frontière et payé soit des militaires dominicains ou d'autres particuliers dominicains pour avoir accès au sol haïtien. Les frais s'estiment entre 200 à 400 pesos », fait savoir la responsable qui critique les chauffeurs de taxi qui revoient à la hausse le prix de la course afin d'exploiter les nouveaux venus.

Ces retournés volontaires sont aussi souvent victimes de vol, confirme Mme Saint-Vil informant par ailleurs que malgré la situation difficile d'autres haïtiens essaient de franchir la frontière pour se rendre en république dominicaine. Une activité très fréquente au niveau de Ferrier dans le Nord-est. Fort de ces constats, juge-t-il inacceptable, le GARR appelle les autorités haïtiennes et la Polifront à augmenter la surveillance au niveau de la frontière afin que les haïtiens retournés trouvent assistance et protection.

Nèt Lakay

NOUVO sèvis entènèt sou mache a Ki pèmèt ou rete konekte nèt ale

Nèt Lakay 20

↓ 20 Mbps ↑ 4 Mbps

Pri :
\$149



Öf sa disponib nan zon Potoprens ak zo

Digicel

Dialogue inclusif : la communauté internationale s'y accroche, l'opposition ne s'en soucie guère



Alors que l'opposition est en train de tirer la ficelle et tenir tête à l'exécutif qui ne rêve que de la réalisation imminente des élections en Haïti, l'Union européenne (UE) vient tout juste de placer son mot. Un climat sécuritaire et la reprise des pourparlers entre les forces vives du pays sont préconisés afin que des élections libres, honnêtes et démocratiques puissent se réaliser dans le pays, exige l'UE.

Dans sa déclaration rendue publique, le 4 juin 2020, la délégation haïtienne de l'UE, a réitéré sa volonté de poursuivre un partenariat sincère avec Haïti axé sur la confiance mutuelle et le respect des exigences démocratiques élevées. En conséquence, la délégation informe de la tenue de pourparlers afin que l'aide de 165 millions d'euros soit réorientée au mieux afin que le pays parvienne à faire face à ses différents défis. Et comme condition, elle réclame le retour à la stabilité qui, pour l'heure, n'est que pure utopie.

L'opposition ne bronche pas. Jovenel Moïse doit partir avant le 7 février 2021, et, ce, sans réaliser les élections. Un gouvernement provisoire dont le mandat et la feuille de route seront définis par un comité de transition assurera l'intérim. Quant à la tenue des élections, les opposants au pouvoir y penseront seulement après avoir, disent-ils, réalisé le procès du petrocaribe, le jugement des autres crimes civils et la tenue du dialogue national souverain.

Le Core Group avait pris préalablement plusieurs initiatives à cet effet. Et à chaque fois, il a buté sur son objectif. Des démarches prometteuses

initiées à la nonciature apostolique à la fin de l'année 2019 et le début de l'année en cours, ont été piteusement échouées par une question d'écourtement du mandat présidentiel au 7 février 2021. Alors que l'opposition commence à mobiliser ses troupes en pleine crise de la Covid-19 pour arriver à bout de Jovenel Moïse au pouvoir, l'Union européenne vient d'insister. Une position qui a fait les délices de l'administration en place qui, à travers le ministère des affaires étrangères et des cultes, à tressé des lauriers aux diplomates de cette organisation continentale.

À rappeler que cette position est rendue publique suite à la communication du chancelier haïtien, Claude Joseph, d'une rencontre fructueuse tenue avec divers membres de la communauté internationale. Faut-il aussi souligner que, l'opposition vient à peine de "recadrer" le secrétaire général de l'OEA qui s'est prononcé sur la question de l'échéance du mandat présidentiel au 7 février 2022. De ce fait, joindre les deux bouts dans le contexte actuel se présentera comme la solution la plus incertaine pour l'heure.

Votre publicité ici





**TOUT EN UN SEUL ENDROIT,
SIMPLE, FACILE ET SÉCURISÉ.**

Telechargez l'application aujourd'hui






Nouvo jan pou jere lajan w

eskane pou voye
oswa resevwa lajan ak
QR kòd ou



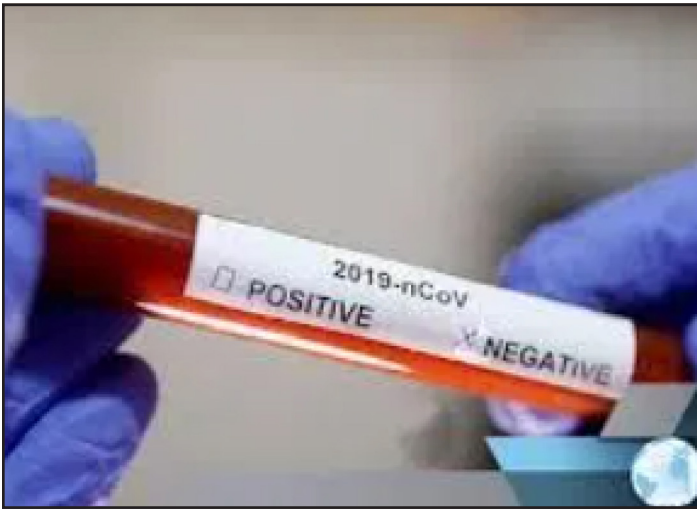
Eskane foto sa a pou telechaje nouvo aplikasyon a




oswa sou telefòn ou lòt wèb *2028



Coronavirus: Haïti s'approche vers 3000 cas d'infection



Plus de 2600 cas testés positifs du nouveau coronavirus enregistrés sur le territoire haïtien ce jeudi 4 juin 2020. Si cette situation persiste, avant la fin de cette semaine le pays pourrait franchir la barre des 3000 cas d'infection.

Haïti fait partie des 3 pays le plus touchés par la Covid-19 dans la région caribéenne. Plus loin, selon les statistiques, l'île d'Haïti dépasse Cuba. La crise sanitaire s'intensifie.

En ce qui a trait les symptômes, Dr Jean William Pape demande à toute personne qui présente des signes et symptômes du Coronavirus doit se rendre dans un centre hospitalier, parce que, toute personne ayant un niveau d'oxygène de moins de 91 est très à risque.

« À Port-au-Prince, nous sommes au stade où le diagnostic clinique est suffisant pour dire que quelqu'un a la Covid-19. Pas besoin de faire les tests quand le patient présente les signes. C'était le cas pour le choléra et avant pour le sida », a confié le Dr Jean William.

Coronavirus: stigmatisation

Dans la commune de Carrefour, à Lamentin 52, un homme âgé de 50 ans est brûlé vif à l'intérieur de sa maison par les habitants de la zone parce qu'il est suspecté d'être contaminé par la Covid-19.

Dr Jean Ardouin Esther Louis, proche du défunt, a précisé que la victime souffrait une fièvre.

Le plus grand défi dans la lutte contre la Covid-19 c'est le non-respect pour le droit de l'homme, surtout quand on est en situation de vulnérabilité.

Kenley Nicolas

Le Quotidien News
COVID-19 Haïti

NOMBRE DE CAS TESTÉS POSITIFS
au vendredi 05 juin 2020

Nouveaux cas +184

Décès 50

Suspects 6626

Rétablis 24

2,924 CAS

Derniers bilans du MSPP du Vendredi 05 juin 2020

Toujou byen lave men nou • Evite touche vizaj nou • Evite kontak pwòch ak lòt moun
Pa soti si nou pa gen ijans • Toujou tande tout konsèy MSPP yo

(509) 38 86 30 30
lequotidiennews24@gmail.com
Lequotidiennews.com

Carl Daniel Jean Louis
GRAPHIC DESIGNER
APPELEZ MARTELAND - 8080 4 811 83 24

Digicel

Le Quotidien News

MWEN TOUJOU ESTÈNE NAN KOUD BRAM.

MWEN ENVITEW FÈ MENM JAN AVÈM.

#ANNKWAPEKOWONA

(509) 38 86 30 30
lequotidiennews24@gmail.com
Lequotidiennews.com

PREVANSYON KONT KOVID-19

LAVE MEN NOU
AK DLO AK SAVON

TOUJOU METE
MASK LÈ NOU SOTI

EVITE KONTAK
AK MOUN

Deux nouveaux centres d'accueil pour les contaminés de la Covid-19



Le ministère de la santé publique et de la population (MSPP) annonce l'ouverture de deux nouveaux centres de prise en charge pour les personnes atteintes du coronavirus. Désormais la population peut se rendre soit à Canaan ou à Delmas 2 pour recevoir les soins que nécessitent leurs cas.

C'est le directeur général du MSPP qui a fait l'annonce. À Canaan, plus précisément, au parc sportif de l'espoir, un centre a été placé pour aider les gens testés positifs de la Covid-19 en quête de soin. Une autre cellule est localisée au niveau de Delmas deux avec la même vocation.

En ce qui a trait à ces deux centres nouvellement aménagés, M. Adrien informe que celui de Delmas deux est déjà fonctionnel. Environ une trentaine de patients y reçoivent déjà des soins. Il se situe sur l'ancien site aménagé pour assurer la prise en charge des patients accidentés à la suite de la fermeture de l'hôpital Sans frontière à Tabarre.

Si ce centre est fin prêt, il n'en est pas le cas pour celui de Canaan qui pourra desservir la population durant la fin de cette semaine, probablement. « Infrastructure, il est hors service. Il a une capacité établie de 200 lits avec

possibilité d'accroissement en cas de besoin. La bas, nous aurons la capacité de donner des soins de niveau un et deux et, les malades souffrant de problème respiratoire y trouveront assistance », communique le DG.

Selon Lauré Adrien, le ministère qu'il dirige a fait le maximum avec le peu qu'il détient. Et, si l'on arrive à cette phase, paraît-il, compliquée de la situation, c'est de la faute de la population qui n'a pas observé les consignes du MSPP, laisse entendre le numéro deux du dit ministère.

Le DG ne se veut pas vantard ni torpilleur. Son ministère fait beaucoup d'effort et, jusqu'à présent la stratégie mise en place donne de résultat. « Notre stratégie c'était d'éviter que nous ayons trop de cas de contamination. Nous avons testé sous base de signes et symptômes qui s'apparentent au coronavirus. Notre système de prise en charge a connu des revers. Nous sommes au parfum que notre système sanitaire comporte ses faiblesses. Mais, les moyens aussi nous font défaut », a souligné M. Adrien.

Le Quotidien News d'Haiti

TOUJOU SONJE METE MAS OU LÈW AP SOTI.

#ANNKWAPEKOWONA

(509) 38 86 30 30
lequotidiennews24gmail.com
Lequotidiennews.com

PREVANSYON KONT KOVID-19

LAVE MEN NOU AK DLO AK SAVON
TOUJOU METE MASK LE NOU SOTI
EVITE KONTAK AK MOUN

Le collectif 4 décembre recadre le secrétaire général de l'OEA



L'organisation des états américains (OEA), à travers une note rendue publique, le 29 mai dernier, s'est positionnée sur l'épineuse question qui sème un doute sur le terme du mandat présidentiel le 7 février 2021 ou 2022. Révolté de ce qu'il appelle l'ingérence de cette structure dans les affaires internes du pays, Le collectif 4 décembre recadre le secrétaire générale de ladite organisation.

« LE COLLECTIF souhaite que ce secrétariat général de l'OEA s'imprègne de la charte de cette organisation et apprenne à lire et comprendre les normes opérationnelles de notre pays, avant de faire des déclarations qui ne font qu'envenimer une situation et vilipender l'OEA qui, déjà, ne bénéficie pas d'une réputation enviable en Haïti », lit-on dans la note du C4D portant la signature du coordonnateur général, Jean Robert Argant.

Selon M. Argant, Luis Leonardo Armagro Lemes a violé l'article un du chapitre premier de la charte de cette institution en s'immisçant dans les affaires d'un pays membre. D'après l'homme d'affaire, le plus flagrant dans la démarche de l'OEA c'est sa tentative d'imposition des dictées dans le seul but de favoriser un camp politique.

« Le secrétariat général de l'OEA viole l'article 1 du Chapitre I de la charte de cette institution en s'immisçant grossièrement dans les affaires internes de notre pays pour essayer d'imposer, dans une prise de position légère et inepte, des

prescriptions qui privilégient les intérêts de certains acteurs au détriment de ceux de notre pays », réplique le collectif qui assimile la position de l'organisation à une tendance à se doter la qualité d'un tribunal qui s'arrogeait le droit de compétence à traiter les affaires internes du pays pourtant souverain.

Outre l'ignorance des prescrits de la charte de l'OEA, Jean Robert Argant lui fait le rappelle qui suit: « Aucune instance ou autorité établie de notre pays n'obtiendrait l'aval de la population pour lui permettre de s'abaisser à solliciter au nom de la fière nation haïtienne les services ou l'opinion de l'OEA sur un sujet qui n'entre pas dans le cadre des attributions de cette dite organisation » tout en lui rappelant que la Société Citoyenne Haïtienne, malgré les faiblesses institutionnelles de l'Etat, reste jalouse de ses droits au niveau international et exige que le respect soit accordé à l'ensemble du pays, à ses ressortissants et à ses lois.

Pour finir le collectif 4 décembre précise que le pays s'accroche aux échéances constitutionnelles et non au diktat d'aucun rapace étranger.

« Notre nation ne négociera pas tels points ! », poursuit la note.

Le Quotidien News d'Haïti

**METE MAS
OU POW KA
PWOTEJE TÈT
OU AK LÒT
MOUN.**

#ANNKWPEKOWONA

(509) 38 86 30 30
lequotidiennews24@gmail.com
Lequotidiennews.com

FHB-Arbitrage : Un nouveau visage au sein de l'arbitrage féminin du Basketball Haïtien



SEPT ANS APRÈS L'ÉMERGENCE DE MARIE MARTHE JEAN, L'UNIQUE DE SA GÉNÉRATION, UNE NOUVELLE ARBITRE FÉMININ ÉMERGE.

Fabiola Galette, Née le 18 août 1992, elle est une ancienne joueuse de basketball. Elle a évolué au sein des équipes du Lycée Marie Jeanne et de l'IHECE. Elle a fait ses débuts au niveau de l'arbitrage en 2018. Lauréate de la formation 2018 organisée par la FHB, son rêve est de devenir, arbitre international.

Après avoir participé à plusieurs formations organisées par la Direction Technique de la FHB, Fabiola a eu le privilège d'arbitrer plusieurs matchs cette année dans les différents championnats interscolaires.

Pour le Conseiller Technique National, Jocnel Joseph

« Fabiola est très motivée et elle a beaucoup de potentialités. Le plus important elle a de l'amour pour le Basketball et de jour en jour je constate qu'elle progresse. Nous avons trois autres femmes qui viennent de suivre la formation de niveau1 organisée du 19 au 21 août dernier par l'instructeur de la FIBA Marc Rony Louis. »

« Notre objectif à moyen Terme

C'est d'avoir 4 arbitres féminins sur le circuit et à long terme on espère avoir un arbitre féminin certifié FIBA. »

Un cadre de la FHB retenu au programme « FIBA ADELANTE »



ROSE MAY GABRIELLE GERMAIN, membre au sein de la commission de basketball féminin de la Fédération Haïtienne de basketball (FHB), a été officiellement retenue pour faire partie

du premier programme baptisé « Adelante » qui relève des auspices de la Fédération internationale de basket-ball (FIBA).

ROSE MAY a fait savoir «ce fut un plaisir absolu d'avoir été sélectionné dans ce programme et j'ai l'intention d'utiliser toutes les opportunités présentées pour mettre en œuvre mon projet tout en obtenant les conseils et les compétences nécessaires pour mener à bien le programme et implorer les futures dirigeantes en Haïti. Je vais m'assurer de la prolifération de la participation féminine au basketball à tous les

niveaux. »

La présidente de la FIBA Amériques, Carol Callan, et le directeur exécutif, Carlos Alves, ont confirmé le succès de sa candidature via une publication officielle le 6 mai. Rose May a été retenue pour le programme par le Secrétaire Général du GABF et le Secrétaire de CONCENBABA Patrick Haynes.

« Adelante » est une initiative originale destinée aux femmes. Il fait partie des principales stratégies mondiales de la FIBA pour le cycle 2019-2023 qui consistent à développer et à accroître la participation des femmes dans la discipline. Le programme de deux ans est conçu pour identifier, développer et libérer la prochaine génération de femmes dirigeantes dans les Amériques.

Les cours débutent le 11 mai prochain et seront dispensés à distance via l'application zoom.

Covid-19/Haïti: la Fondation Digicel a fait un don de plus 2 millions gourdes à l'hôpital DASH



La fondation Digicel a octroyé un montant de deux millions six cents soixante-quinze mille gourdes à l'hôpital DASH, le mardi 2 juin 2020, peut-on lire sur la page Facebook de La Digicel. Ce fonds va aider ce centre hospitalier à faire face à la covid-19.

Dans le cadre de son programme visant à lutter contre la propagation du Coronavirus dans le pays, la fondation Digicel a donné un montant

de 2 millions 675 mille aux responsables de l'hôpital DASH.

Avec ce montant, ce centre hospitalier va prendre en charge beaucoup plus de patients testés positifs à la covid-19.

Il faut souligner que plus de 2000 haïtiens ont déjà atteint le virus.

Pas encore de calendrier scolaire adopté par le MENFP pour la reprise des activités scolaires



Le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) attire l'attention de la population en général et de la communauté éducative, en particulier, qu'il n'a pas encore adopté un calendrier scolaire pour la reprise des activités scolaires afin de boucler l'année académique 2019-2020.

Pour le moment, le ministère qui a travaillé sur plusieurs scénarios d'une éventuelle reprise des activités scolaires, a engagé une série de consultations avec tous les acteurs et partenaires sur ce dossier avant de prendre toute décision qui doit tenir compte aussi des avis des scientifiques sur la pandémie.

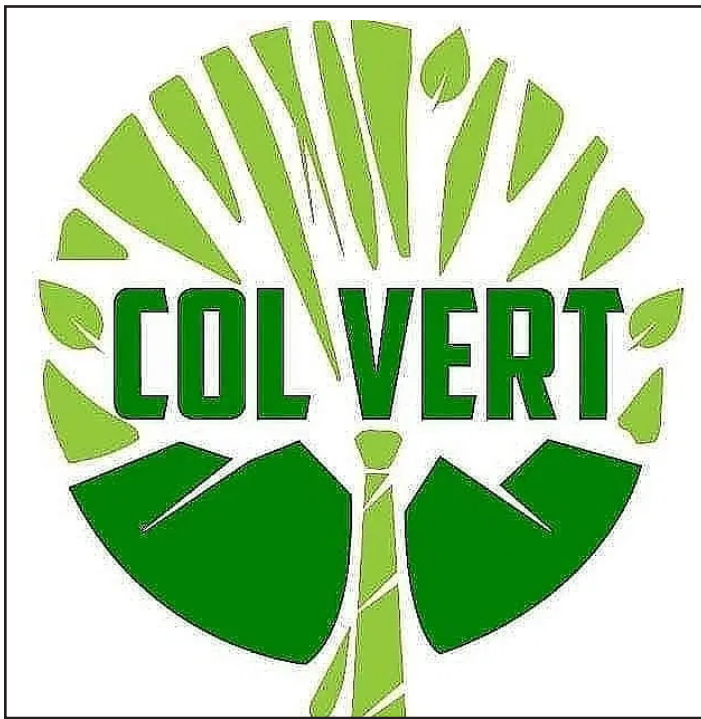
En conséquence, les calendriers qui circulent sur les réseaux sociaux ne sont donc pas officiels. En d'autres termes, il n'y a pas encore eu de validation sur un projet de calendrier scolaire de manière définitive.

Le MENFP lance donc une mise en garde à toute fausse information partagée sur les réseaux qui

s'apparentaient à une décision du MENFP.

Le MENFP renouvelle sa détermination à œuvrer avec les acteurs et partenaires en vue de trouver ensemble les solutions aux problèmes affectant le secteur au bénéfice des enfants de la République.

Journée mondiale de l'environnement: Col-Vert invite les haïtiens à agir pour la sauvegarde de la Biodiversité



Ce vendredi 5 juin ramène la célébration de la journée mondiale de l'environnement, sous le thème 'biodiversité'. Dans une note l'Association des Citoyens Protecteurs de l'Environnement (Col-Vert Haïti) invite tous les Haïtiens en général à agir pour la protection des espèces animales et végétales sur tout le territoire national.

Considérant le dernier rapport sur la biodiversité réalisé par des experts de l'ONU en mai 2019, soulignant que plus d'un million d'espèces animales et végétales sont en voie d'extinction, soit 1/8 de toutes les espèces vivantes, Col-Vert croit qu'il est urgent que des actions soient menées pour protéger la flore et

la faune d'Haïti qui constituent des patrimoines inestimables », peut-on lire dans cette note portant la signature de Lionel Édouard et Noélès Débréus, respectivement Président et Secrétaire général.

Selon cette association, les causes de cette extinction qui risque de conduire, dans un temps plus lointain à un monde sans vie, résultent directement de l'activité humaine sur la planète. En ce sens, elle appelle les Haïtiens à agir avec responsabilité afin de contribuer à préserver l'équilibre de la Terre et d'assurer un avenir aux générations futures.

La destruction des habitats naturels de certaines espèces animales a des conséquences directes sur la vie des êtres humains, a-t-on poursuivi.

« En plus de réduire les variétés de plantes que nous consommons, ces actions facilitent le transfert de certains virus d'origine animale, comme les corona virus, des animaux aux êtres humains et sont susceptibles d'occasionner d'autres catastrophes sanitaires mondiales comme cette crise aiguë de Covid-19 que nous vivons actuellement », lit-on.

En outre, Col-Vert plaide pour des actions rapides susceptibles de protéger certaines espèces endémiques à Haïti, notamment dans les parcs Macaya, déclaré réservoir de biosphère mondiale par l'UNESCO, La Visite et la Forêt-des-Pins, qui selon cette association, peut permettre de maintenir l'équilibre écologique du pays, déjà sévèrement affecté par les catastrophes naturelles et les actions anthropiques.

Haïti à la croisée des chemins entre véritable État de droit et voie anticonstitutionnelle



L'histoire de notre pays nous met souvent devant ces genres de situations, des situations où un président arrivant au terme de son mandat essaie de tenir le pouvoir par des manœuvres anticonstitutionnelles. L'après 1986 recèle beaucoup de crises similaire et en voulant résoudre le problème de manière superficielle, nous n'avons jamais su résoudre ce problème définitivement.

Ce texte ne vise pas à relancer un débat déjà clos, une question déjà résolue par la constitution en son article 134-2. Mais plutôt à nous exhorter sur le fait que dans n'importe quelle circonstance c'est la force du droit qui doit primer et non le droit de la force surtout dans cette situation où nous voulons poser les bases pour faire d'Haïti un véritable État de droit.

Un État de droit (« Rule of Law » en anglais) est un système au sein duquel la puissance publique est astreinte à respecter les normes juridiques (ou « primauté du droit »), chacun étant soumis au même droit, que ce soit l'individu ou bien la puissance publique. Il est donc possible pour un particulier de contester les actions de l'État ou d'un dirigeant politique s'il les considère comme illégales. (Toupie)

Pour le juriste autrichien Hans Kelsen (1881-1973) l'État de droit c'est un « État dans lequel les normes juridiques sont hiérarchisées de telle sorte que sa puissance s'en trouve limitée.

L'existence d'une hiérarchie des normes constitue l'une des garanties les plus importantes de l'État de droit. Dans cette perspective, les compétences des différents organes de l'État sont clairement définies et les normes qu'ils édictent ne sont valables qu'à condition de respecter l'ensemble des normes de droit supérieures. Au sommet de cette pyramide figure la Constitution, ensuite viennent les engagements internationaux, de la loi, puis des règlements. A la base de la pyramide figurent les décisions administratives ou les conventions entre personnes de droit privé.

Cette hiérarchie s'impose à la totalité des sujets de droits. L'État, pas plus qu'un particulier, ne peut ainsi méconnaître le principe de légalité : toute norme, toute décision qui ne respecteraient pas un principe supérieur seraient en effet susceptibles d'encourir une sanction juridique. L'État se trouve ainsi lui-même soumis aux règles juridiques, dont la fonction de régulation est ainsi affirmée et légitimée.

Comment se fait-il que celui qui devrait être le garant de la bonne marche de nos institutions veut faire prévaloir un décret électoral sur la loi mère du pays ? Comment se fait-il que des hommes de droit en toute connaissance de cause essaient de défendre l'indéfendable ?

Nous sommes à un carrefour où une rupture est sine qua non pour remettre le pays sur la voie de la démocratie, une démocratie déjà fragilisée par les agissements du régime en place. Au lieu de perdre du temps pour alimenter un débat déjà clos, il faudrait utiliser ce temps pour planifier le départ du président, prendre du temps pour planifier la prochaine transition qui devrait être une transition de rupture, une transition inclusive et qui sera la toute dernière dans l'histoire de ce pays. Car si le président reste au pouvoir après le 7 février 2021, il sera un président inconstitutionnel et il sera responsable du chaos qui régnera sur le pays.

Frantz Azemar

Juriste

Lancement du “Creative Tech Lab (CTL)” par la BID



La Banque interaméricaine de développement (BID) annonce le lancement du Creative Tech Lab (CTL), une initiative lancée par Banj pour stimuler l'innovation et la créativité entrepreneuriale en Haïti. Le CTL a commencé à accepter les candidatures jusqu'au 15 juin 2020.

Creative Tech Lab (CTL) est une initiative recherchant des développeurs, qui formeront des équipes avec des créatifs dans les secteurs tels que la musique, la mode, l'artisanat, la promotion et le marketing, la conception graphique et les arts visuels pour créer des prototypes innovants. Il s'agit d'une opportunité d'utiliser les nouvelles technologies comme la Blockchain, la Réalité Virtuelle, l'Intelligence Artificielle, et les Science des données afin d'améliorer leurs sources de revenus et de saisir de nouvelles opportunités de marché.

Cette initiative stimulante s'appuie sur l'expérience positive du Creative Tech Lab en Jamaïque qui a eu lieu en mars 2019. Elle enrichira l'industrie de la créativité, tout en explorant l'application des nouvelles technologies. Elle permettra également aux participants de profiter des ressources de Banj et des partenaires du

projets pour bien conceptualiser et évaluer leurs idées d'entreprises créatives tout en gagnant en visibilité sur le marché local et international.

Le délai de soumission des candidatures au Creative Tech Lab est le 15 juin 2020. Les candidats sélectionnés participeront à des ateliers sur différents thèmes, exploreront les nouvelles technologies émergentes (blockchain, réalité virtuelle, intelligence artificielle, et science des données) qui peuvent transformer l'industrie artistique (musique, mode, artisanat, promotion et marketing, design graphique et visuel) et ensuite formeront des équipes de trois (un créatif et deux développeurs). Les participants interagiront avec les mentors assignés et auront accès à une assistance technique (mentor 1-1) pour développer des solutions technologiques.



Un nouveau budget pour le reste de l'exercice fiscal 2019-2020



En conseil des ministres le vendredi 5 juin 2020, le gouvernement haïtien a adopté un nouveau budget. Evalué à 198. 7 milliards de gourdes, ce budget remplace le budget rectifié 2017-2018.

Après plus de deux ans sans budget, l'administration actuelle a finalement doté le pays d'un nouveau budget pour l'exercice 2019-2020. « Les projections de dépenses sont estimées à 198 milliards 699 millions 999 mille 999 gourdes », peut-on lire dans ce document.

« Les plus grosses parts du budget seront consacrées dans l'ordre de grandeur au ministère des travaux publics sera alloué un montant de 26 milliards 49 millions 940 mille 982 gourdes (13.1 %); pour la rubrique dotation spéciale et subvention au secteur de l'énergie sera alloué un montant 25 milliards 698 millions 200 mille gourdes (12.9 %); à la rubrique interventions publiques sera allouée 22 milliards 959 millions 241 mille 201 gourdes (11.6%); l'enveloppe du ministère de la santé publique est passée de 5, 6 milliards pour l'exercice 2017-2018 à 21 milliards 658 millions 861 mille 276 gourdes (10.9 %); à la dette publique sera alloué 20 milliards 64 millions 366 mille 777 gourde (10.1 %); au ministère de l'éducation nationale sera alloué 18 milliards 601 millions 855 mille 443 gourde (9.4 %); au ministère de la justice sera alloué 13 milliards 536 millions 626 mille 916 gourdes », a-t-on indiqué dans ce document.

« Le Budget 2019-2020 s'articule autour du programme de société du Président, Jovenel Moïse, et s'exécutera par une utilisation efficace des moyens de l'État donnant forme aux aspirations fondamentales de nos populations tout en renforçant l'élan de notre économie vers une croissance robuste, soutenue et inclusive, respectueuse des Engagements internationaux pris par le Gouvernement, notamment avec le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre du Programme de référence », lit-on.

Votre publicité ici

Evite mikwòb epi itilize MonCash

fè pèman, fè transfè epi resevwa lajan

GRAPHIC

DESIGN

DESIGN

We deliver as soon as possible!

Logo	Illustration
Flyers	Cartes de
Banners	Visite
Brochures	Badges
Book cover	& more....

Carl Daniel Jean Louis
GRAPHIC DESIGNER

APPELÉZ MAINTENANT
+[509] 4 811 93 34

Le contexte de l'amalgame



Nous vivons l'un des pires moments de notre histoire de peuple. Une crise bicéphale nous guette, une saison cyclonique menaçante frappe à notre porte et, plus décevant dans l'histoire, c'est l'irresponsabilité criante exprimée par la quasi-totalité des couches sociales de la communauté. L'État, d'une part, fait monter le doute sur non seulement ses compétences mais aussi sur sa volonté. L'opposition d'autre part, brandit sa carte jusqu'au "boutiste". La population, l'autre point de ce triangle infernal exprime une négligence accrue et préoccupante. L'agréable spectacle d'une société en péril.

Ce n'est pas en réalité un hasard si tout va de mal en pis dans ce pays. En effet, les projets de société nous font défaut, et, ce, depuis des lustres. Les intérêts individuels se substituent aux desideratas de la collectivité. Comme dans un laboratoire, l'on a la sensation que les crises haïtiennes sont minutieusement pensées, conçues et exécutées avec soin. Les centres d'intérêts sont à volonté orientés et désorientés. Comme l'information, une crise peut tuer d'autres, ou encore les obstruer.

C'est pareil pour le contexte actuel. Tout nous pète au nez: la pandémie est à son pic; une fièvre suspecte provoque des décès inattendus; le réveil spontané d'un conflit politique qui peine à se solutionner et, dans tout ça, l'état, au lieu de rapatrier la confiance donne plutôt la sensation qu'il est confortablement assis. Contre toute attente: cap sur les élections.

Entretemps, les chiffres prennent de l'ascenseur en ce qui concerne le coronavirus. Le nombre de personnes décédées double l'effectif des cas

confirmés guéris. Les mesures prises pour contrer le virus sont systématiquement négligées, et, ce, même par l'état qui n'arrive pourtant pas à donner le ton.

La fièvre ne se distingue pas du coronavirus. S'il est vrai que beaucoup s'en sont sortis guéris, ils sont aussi légions ceux qui s'écroulent des suites de cette fièvre accompagnée de symptômes similaires à ceux provoqués par l'infection de la Covid-19. Une fois atteint, le souffrant n'a pas mis du temps pour s'effondrer.

Paradoxe. Le gouvernement continue de multiplier les campagnes de sensibilisation. Il vient tout récemment d'exiger le respect de la rotation au niveau de l'administration publique mais, en ce qui a trait au transport en commun, à l'attroupement dans les bureaux de l'ONI, devant les banques commerciales, dans les marchés publics etc. Aucune mesure n'est prise pour remédier à la situation.

Alors que la fermeture des ports, aéroports et frontières du pays se figuraient parmi les premières mesures de restriction prise pour éviter le pire, la frontière haïtiano-dominicaine en ses différents points déversent par plusieurs milliers des migrants haïtiens en difficulté en république voisine. Malgré les alertes des organisations travaillant au niveau de la frontière l'état se mure dans le silence laisse le destin du pays à la générosité de la providence.

Votre publicité ici

Logo
Flyers
Banners
Brochures
Book cover

Illustration
Cartes de Visite
Badges
& more....

GRAPHIC

DESIGN

DESIGN

Carl Daniel Jean Louis
GRAPHIC DESIGNER

APPELEZ MAINTENANT
+509 4 811 93 34

Ai Ps Id

We deliver as soon as possible!

L'OMS recommande les masques en cas de « transmission généralisée » et si pas de distance physique possible



L'Organisation mondiale de la santé a publié vendredi de nouvelles directives sur le port du masque, et le conseille désormais en cas de transmission généralisée du nouveau coronavirus et lorsqu'il est difficile de maintenir une distance physique.

« Compte tenu de l'évolution des données, l'OMS conseille aux gouvernements d'encourager le grand public à porter des masques lorsque

la transmission est généralisée et la distance physique difficile, par exemple dans les transports publics, dans les magasins ou dans d'autres milieux fermés ou très fréquentés », a déclaré le patron de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, au cours d'une conférence de presse virtuelle.

« Deuxièmement, dans les zones de transmission communautaire, nous recommandons que les personnes âgées de 60 ans ou plus ou ceux qui souffrent d'affections médicales préexistantes portent un masque médical dans les situations où la distanciation physique n'est pas possible », a-t-il dit.

En outre, dans les zones où la transmission est généralisée, l'OMS recommande désormais à toutes les personnes travaillant dans les secteurs cliniques des établissements de santé de porter un masque médical, alors que jusqu'à présent elle ne le conseillait qu'à ceux qui s'occupaient directement des patients atteints du Covid-19.

Etats-Unis: le chef de l'ONU appelle à enquêter sur les violences policières



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, estime que si les manifestations doivent se dérouler de manière pacifique, la violence policière doit faire l'objet d'enquêtes

aux Etats-Unis comme dans n'importe quel autre pays, a rapporté lundi son porte-parole.

« Les autorités doivent montrer de la retenue dans leur gestion des manifestants aux Etats-Unis » comme ailleurs, a ajouté Stéphane Dujarric lors de son point-presse quotidien.

« Nous avons vu au cours des derniers jours des cas de violence policière. Tous les cas doivent faire l'objet d'enquêtes », a-t-il aussi dit.

« Les forces de police dans le monde doivent bénéficier d'une formation en droits humains adéquate. Et il faut aussi un investissement dans le soutien social et psychologique à la police pour qu'elle puisse faire un travail efficace dans la protection de la communauté humaine », a précisé le porte-parole.

Le chef de l'ONU est aussi préoccupé par les attaques contre des journalistes constatées ces derniers jours aux Etats-Unis, a-t-il indiqué. Dans un tweet ce week-end, Antonio Guterres avait souligné que « lorsque les journalistes sont attaqués, ce sont les sociétés qui sont attaquées ». « Aucune démocratie ne peut fonctionner sans liberté de la presse », a insisté le chef de l'ONU. Depuis la mort il y a une semaine d'un homme noir maintenu au sol par un policier blanc, les Etats-Unis sont secoués par de violentes manifestations dénonçant les brutalités policières et le racisme.



Votre publicité ici

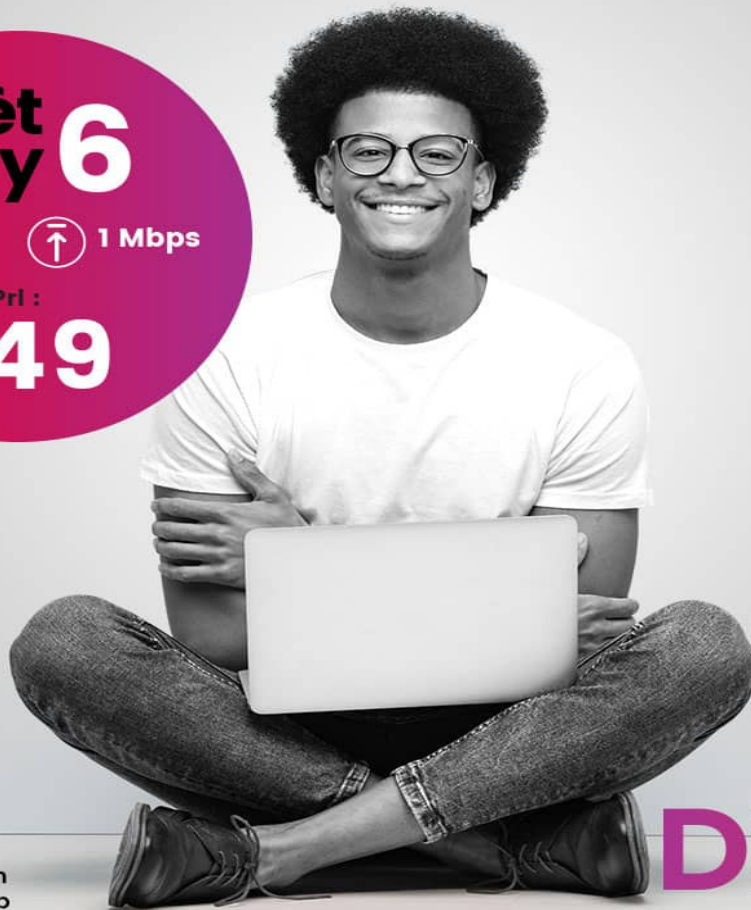
Nèt Lakay

NOUVO sèvis entènèt sou mache a Ki pèmèt ou rete konekte nèt ale

Nèt Lakay 6

↓ 6 Mbps ↑ 1 Mbps

Pri :
\$49



Òf sa disponib nan zon
Potoprens ak zon Okap

Digicel